

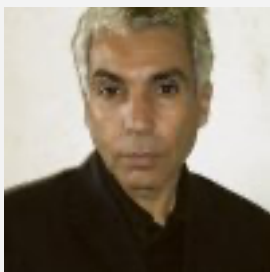
L'Humanité 18 juillet 2023

Racisme dans la police : « Pourquoi serions-nous incapables de faire cet examen collectif ? »



Pendant les entretiens menés par le conseil scientifique de la délégation interministérielle contre le racisme (Dilcrah), un policier leur a dit : « Je n'étais pas raciste quand je suis rentré dans la police, mais je le suis devenu. » © Alain Jocard / AFP

Comment expliquez-vous que votre note n'ait jamais été rendue publique ?



Nous avons achevé notre travail en plein Beauvau de la sécurité, cela a dû jouer. Son objectif – améliorer l'efficacité policière – était très différent du nôtre. Après la mort de George Floyd aux États-

Unis, on a voulu regarder s'il existait, en France, un racisme systémique dans la police. Sans théorie préconçue.

Certains le soutenaient, d'autres le contestaient, il fallait creuser. On a auditionné des chercheurs, des policiers, des gendarmes, des formateurs, des associations... L'important était d'être au plus près du terrain.



Quels enseignements principaux en avez-vous tirés ?

D'abord qu'il y a un gros problème de formation. La formation initiale est beaucoup trop courte et la formation continue insuffisante. Le contenu est déficient. Il devrait être élargi aux sciences sociales et humaines pour que les policiers acquièrent une meilleure connaissance du terrain. Un policier nous a dit : « *Je n'étais pas raciste quand je suis rentré dans la police, mais je le suis devenu.* »

C'est ce qui peut arriver quand des agents sont confrontés aux mêmes populations chaque jour, aux mêmes tensions quotidiennes, sans pouvoir mettre à distance ce qu'ils vivent. Et surtout quand on leur demande d'aller au contact dans un seul but : la répression.



Cette confrontation permanente détruit toute confiance entre policiers et habitants des quartiers, qui se vivent comme deux « camps » irréconciliables. Alors que, souvent, ils viennent des mêmes lieux, des mêmes catégories sociales, et ont parfois le même âge... C'est un problème grave, qui tient beaucoup au fait

qu'on a oublié de rappeler aux policiers qu'ils étaient aussi des citoyens, dont le rôle premier est de protéger.

Vous remettez la note à la Dilcrah, qui la remet au gouvernement. Et après, que se passe-t-il ?

Rien. Un blanc immense. On a d'abord été patients. On demandait quand le rapport serait rendu public et on nous disait toujours : « *Bientôt, bientôt...* » Un rendez-vous est fixé en août 2021 Place Beauvau, la déléguée Sophie Elizéon et moi devons remettre officiellement le document à Gérald Darmanin.

Au cœur de l'été, ce n'était déjà pas le meilleur moment pour lui donner de l'écho... Mais le rendez-vous est tout bonnement annulé. Clairement, en haut lieu, on a dû dire : « *Arrêtez de nous embêter avec ce rapport.* » Pourtant, les questions soulevées n'ont pas cessé d'être au cœur de l'actualité. Y compris récemment avec [la mort de Nahel à Nanterre](#).

C'est aussi un travail mené grâce à de l'argent public, qui a donc vocation à être porté à la connaissance du public. Le mettre ainsi dans un tiroir, c'est inadmissible.

C'est le signe que le pouvoir politique n'accepte aucune critique sur l'institution policière ?

Il y a une forme d'aveuglement et de déni. « *Le réel, c'est quand on se cogne* », disait Lacan. Avec [les gilets jaunes](#), le Covid, les retraites ou [les émeutes](#), on peut dire que ce pouvoir s'est souvent cogné au réel... Le problème est qu'il ne veut en tirer aucun enseignement.

Il ne se donne pas les moyens de faire un examen collectif de ce que nous traversons, que ce soit sur l'école, la politique de la Ville, l'hôpital ou la police. Les Anglais ou les Allemands ont publié des rapports sur le racisme dans la police. Pourquoi serions-nous incapables de faire cet examen collectif ?

En janvier dernier, le gouvernement a dissous le conseil scientifique de la Dilcrah, après une polémique autour de la transidentité. S'agissait-il d'une forme de représailles ?

Ce pouvoir méprise ceux qui réfléchissent et ne sont pas dans la ligne officielle. Il y avait en effet une controverse dans le conseil scientifique sur la question trans, mais qui était en train de se régler.

Avec cette dissolution, prononcée sans explication, le gouvernement a montré qu'il refusait tout débat et toute critique. C'est un bel exemple de lâcheté intellectuelle.